

Nicole Gnesotto : "Ce qui est inquiétant, ce n'est pas l'AfD en tant que groupe parlementaire, mais la diffusion d'une vision fermée de l'Allemagne."

Interview de Nicole Gnesotto, professeure du Cnam, titulaire de la chaire sur l'Union européenne

Publié le 3 octobre 2017 – Mis à jour le 15 mars 2019

Le dimanche 24 septembre, l'alliance de la CDU et de la CSU remportait les élections législatives en Allemagne, offrant à la chancelière Angela Merkel un quatrième mandat. C'était pourtant une victoire en demi-teinte : l'AfD, le parti d'extrême droite, entre dans la chambre des députés, tandis que la chancelière est contrainte de former une nouvelle coalition de gouvernement. L'occasion de s'interroger avec Nicole Gnesotto sur les conséquences de ce scrutin pour l'Union européenne.



© Noun project - Nikita Kozin

Que signifie cette victoire pour Angela Merkel?

La victoire de Mme Merkel aux élections de dimanche, c'est évidemment une victoire et un échec. Pourquoi est-ce une victoire ? Il s'agit de son quatrième mandat. Elle a connu quatre Présidents de la République française successifs. Et elle a réussi à amener son pays au rang de première puissance économique et commerciale de l'Europe.

Mais c'est aussi un échec : elle gagne sur fond de division très profonde au sein de la société allemande, en proie à des évolutions très incertaines et inquiétantes qu'elle n'a pas su anticiper. Elle n'a pu empêcher l'arrivée au pouvoir de l'AfD (Alternative pour l'Allemagne) qui a conquis 13% des voix, soit à peine 7 points de moins que le SPD, parti historique du paysage allemand.

Plusieurs interrogations en découlent : pourquoi l'AfD, né voici quatre ans, est-il si puissant aujourd'hui ? Est-ce l'expression d'un dépit vis-à-vis des partis traditionnels allemands ? Ou les raisons sont-elles plus profondes : une évolution de la société allemande vers une extrême droite xénophobe et anti-européenne – les deux marques de l'AfD ?

Par des politiques nouvelles sur l'immigration, sur la construction européenne, elle va peut-être pouvoir endiguer le phénomène durant son mandat. Pour elle, c'est un énorme défi qui s'ajoute à la difficulté de former une coalition.

L'Allemagne joue un rôle moteur au sein de l'Union européenne. Quelles seront les conséquences de cette élection ?



Pour l'Europe, c'est à la fois un soulagement et un problème. Les chefs d'État européen sont assurés d'une certaine continuité dans la politique allemande. Maintenant tout le monde connaît Madame Merkel et en particulier sa capacité d'inertie, d'amour du statu quo, assorti d'une grande capacité à comprendre à quel moment il est nécessaire d'agir. Elle était ainsi très réticente à aider la Grèce en 2011, prête à accepter sa sortie de la zone euro. Et puis, entre mars et mai 2011, elle a changé de position et admis un plan de sauvetage collectif de la Grèce. Il en a été de même lors des vagues de réfugiés en 2015-2016. Sentant qu'un moment historique était en train de se jouer, elle a pris la décision qui s'imposait à l'époque d'ouvrir largement les portes et d'accueillir un million de réfugiés. Les chefs d'État de l'UE connaissent également son européisme pragmatique. Madame Merkel n'est pas une enthousiaste de la construction européenne. Ce n'est pas Helmut Kohl ni François Mitterrand. Son obsession : la défense des intérêts allemands. Mais elle est suffisamment intelligente, après avoir traversé une histoire difficile en RDA sous l'occupation communiste, pour comprendre et accepter que la protection

de ces intérêts passe par celle de la construction européenne.

Ces résultats contiennent également une mauvaise nouvelle : la voici prisonnière des tactiques politiciennes intérieures. Plus encore qu'elle ne l'était jusqu'à présent. Certes, elle était déjà engagée dans une grande coalition, mais avec le SPD. Sa politique européenne sera orientée par les équilibres politiques intérieurs. Et cela quelle que soit la coalition qui sortira des négociations actuelles, avec le FPD et les Verts, ou avec le SPD. On la voit mal dans les mois qui viennent se lancer dans une grande initiative européenne. S'il y a un leadership de l'Allemagne, il sera négatif : moins de dépenses, respect des règles. L'Allemagne sera vigilante afin que les normes soient respectées.

Justement, à l'heure où Emmanuel Macron souhaite refonder l'Europe, cette situation risque-t-elle de remettre en question le couple franco-allemand ?

En France, nous avons l'inverse de la position allemande : un Président qui a une vision européenne, qui est animé d'un vrai projet, global, collectif, cohérent pour transformer l'Union européenne et l'adapter aux défis de la mondialisation. Entre ces deux dirigeants qui représentent en général le moteur de l'Europe, le fossé s'est creusé dimanche dernier avec le résultat des élections allemandes. Je crois que l'alchimie personnelle marche assez bien entre les deux. Mais de facto, du côté français, se trouve un président visionnaire, qui a la chance d'être au début de son mandat. Il peut donc encore prendre le risque de grandes initiatives européennes. Et qui n'a pas sur ces questions une grande opposition structurée qu'il doit ménager, comme c'est le cas sur les questions intérieures (réforme du droit du travail, par exemple). Tandis qu'en face de lui se trouve une dirigeante, traditionnellement peu enthousiaste sur le projet européen, plombée par sa dynamique intérieure. Pour le couple franco-allemand et la relance de l'Europe, je ne crois pas que ce soit une très bonne nouvelle.

L'Espagne pourrait être un grand interlocuteur européen mais elle est accaparée par le problème de la Catalogne qui laisse planer le risque d'une sécession par l'une des régions les plus riches du pays. Et l'Italie est quant à elle dans une situation financière très fragile.

Avec 94 député-e-s au Bundestag, l'AfD pourra-t-il peser sur la politique migratoire de l'Allemagne ?

Sa montée en puissance est incompréhensible. L'Allemagne était jusque-là le seul pays d'Europe où pour des raisons historiques, il y avait un tabou de l'extrême droite, en particulier xénophobe. Ce parti s'est créé, au moment des premières vagues de réfugiés de grande ampleur, en s'associant à un parti anti-musulman. Et ceci n'a pas suscité de réaction en Allemagne, où toute référence au nazisme est pourtant interdite. Ce qui est aberrant à mes yeux !

L'AfD a su profiter du climat : un million de réfugiés, émaillés de violences comme celles du Nouvel An à Cologne... Les membres de l'AfD ont énormément progressé passant de 0 à 13% en quelques années, prouvant à quel point la société allemande était fragile. Ils ont surtout gagné du terrain dans les anciens länders de l'Est : la réunification n'a pas encore normalisé les mentalités et les cultures. La partie anciennement communiste reste plus fragile sur le plan des valeurs démocratiques, que la partie occidentale.

Néanmoins, l'AfD est très divisée. C'est un conglomérat à la fois de personnes d'extrême droite, d'anti européens viscéraux et d'antimondialistes. Un rassemblement de tous les mécontentements. Un certain nombre d'entre eux ont déjà démissionné du parti. Ils auront quelques difficultés à présenter un front uni. Par ailleurs, leur impact est dilué par le nombre important de sièges au Bundestag, 709. Ils n'ont pas la capacité de bloquer les propositions législatives du gouvernement.



En revanche, ils ont le soutien informel d'autres partis sur certains thèmes qu'ils défendent, comme celui des réfugiés. Une partie des électeurs de la CDU et de la CSU, le parti même de Madame Merkel, reprochent à la chancelière d'avoir été trop laxiste. Ce qui est inquiétant ce n'est pas l'AfD en tant que groupe parlementaire. C'est la diffusion, au sein de la société allemande et des partis traditionnels, d'une Allemagne de la fermeture, autarcique, coupée du monde, égoïste.

Et Angela Merkel sera sans doute obligée d'en tenir compte. Sauf qu'elle ne présentera pas de cinquième mandat. Elle peut donc jouer le rôle d'un leader historique, en proposant un certain nombre de changements notamment au sujet de la réforme de l'Union européenne.

Partout en Europe, les partis populistes d'extrême droite, comme l'AfD, montent en puissance. De quoi ce phénomène est-il le signe ?

C'est une vraie question mais la réponse est complexe et multiple. Les causes sont différentes selon les pays. D'autant que ces partis ne possèdent pas tous les mêmes programmes. Aux Pays Bas, par exemple, lors des législatives de mars, le parti pour la liberté de Geert Wilders présentait un programme anti-européen, anti-réfugiés mais libéral et favorable à la mondialisation.

Cependant, trois causes dominent pour expliquer cette montée en puissance :

D'une part, de nombreux électeurs ont souffert de la crise économique. Ainsi, la France n'a retrouvé le niveau de vie qui était le sien avant la crise de 2008 qu'en 2016 ! Dans tous les partis extrêmes, on trouve des électeurs issus de la classe moyenne, paupérisés par la crise, qui privilégient, par peur, des programmes protectionnistes.

D'autre part, il existe dans ces électorats, un refus de la modernité, une nostalgie du passé, quand chaque État maîtrisait sa politique. Ils refusent d'accepter l'évolution du monde, et de voir que la « petite Europe familiale, unicolore, prospère et catholique » appartient au passé.

Enfin, la question des réfugiés joue également un grand rôle, sans que cela soit lié chez tous à un sentiment xénophobe. L'Europe n'était pas préparée à accueillir autant de personnes, aussi vite. C'est l'événement qui a précipité les choses.



Aujourd'hui, si la crise économique est en train de se résorber, la croissance n'est pas assez importante pour réduire rapidement le taux de chômage. La peur de la paupérisation demeure. La mondialisation, si elle enrichit les nations, fragilise les classes moyennes. Les leaders des partis populistes bénéficient donc d'un large marché. Tout porte à croire que la peur des réfugiés va aussi persister. Les grands flots de réfugiés sont à venir. L'Afrique qui représente actuellement un milliard d'habitants, abritera d'ici 2050, deux milliards d'individus, alors que ses perspectives

économiques ne sont pas réjouissantes. La fracture démographique entre le Nord et le Sud va se poursuivre ! Ces mouvements qui se nourrissent de la peur de l'étranger et de la crainte de la paupérisation, sont donc appelés à durer, voire augmenter. Il faut donc rester d'une vigilance démocratique extrême.

Propos recueillis par Aurélie Verneau,
journaliste au sein de la direction de la communication du Cnam.

► | Citoyenneté | Europe

Lexique

CDU : *Christlich Demokratische Union Deutschlands*, l'Union chrétienne démocrate est un parti conservateur et libéral fondé en 1945.

CSU : *Christlich-Soziale Union in Bayern*, l'Union-chrétienne sociale en Bavière, parti allié à la CDU et traduction locale de celle-ci, qui n'existe pas en Bavière.

CDU/CSU : Ils présentent un candidat ou une candidate commune à la chancellerie depuis 1949.

AfD : *Alternative für Deutschland*, Alternative pour l'Allemagne, ce parti populiste d'extrême droite, né en 2013, fait son entrée au Bundestag avec 94 député-e-s.

FDP : *Freie Demokratische Partei*, le parti Libéral-démocrate combine positions libérales économiques et de défense des libertés fondamentales.

SPD : *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, le parti Social-démocrate allemand est également le plus vieux parti d'Allemagne.

Suivre les cours de l'auteure

le [Certificat de spécialisation Union européenne](#)

l'UE [Mondialisation et Union européenne](#)

l'UE [Union européenne : enjeux et grands débats](#)

Les conférences du Forum Europe

Creuser le sujet

Nicole Gnesotto donne sa vision sur l'avenir de l'Europe lors d'une interview réalisée par l'Institut des relations internationales et stratégiques, à visionner sur [sa page du Laboratoire interdisciplinaire de recherches en sciences de l'action \(Lirsa\)](#).

L'auteure

Nicole Gnesotto,
professeure titulaire de la chaire Union européenne

[+ tous ses articles](#)



